

Le Bourget et Borsali, son maire « caillera »



Décidemment, les élections municipales de 2020 ont été un grand cru...

On avait déjà le marécage pestilentiel des maires écologistes, finançant des mosquées pas trop vivre-ensemble, injuriant régulièrement les chrétiens par un comportement ouvertement hostile à leur égard, ou interdisant aux enfants de rêver d'avions ! Et voilà que maintenant le maire du Bourget, Jean-Baptiste Borsali – Divers droite –, rejoint le cortège des édiles rebelles à la France.

Ce dernier a en effet prêté main-forte à sa maire adjointe – une certaine Karima Miloudi, chargée de l'Enfance et des Affaires scolaires –, laquelle a tenté d'empêcher l'enlèvement de voitures ventouses (véhicules stationnant au même endroit depuis plusieurs jours sur la voie publique ou un lieu privé) par des policiers venus à la demande du bailleur d'une résidence où l'élue se trouvait par ailleurs.

Ainsi, dans une ambiance bucolique comme on les aime au sein de ces quartiers de la diversité joyeuse – le Bourget est en Seine-Saint-Denis, le fameux 9.3 ! –, Karima Miloudi, affichant sa qualité d'adjointe, s'est peut-être senti pousser des ailes insoumises – et communautaristes, qui sait ? Un peu comme Jean-Luc Mélenchon hurlant jadis au siège de son parti

perquisitionné : « *La République c'est moi !* », dans l'attente délirante de crier un jour qu'il est carrément la France à lui tout seul. Dieu veuille que ce jour n'advienne jamais...

Pour revenir à notre affaire, et tandis que la situation s'envenimait sérieusement au point que les policiers ont fait appel à des renforts, le maire du Bourget a surgi comme le commandeur devant Don Juan. Mais au lieu de se ranger du côté d'une autorité légitime, le premier magistrat de la ville a préféré invectiver les policiers.

« *C'est moi qui donne les ordres ici !* », a ainsi tonné l'élu en saisissant un policier par le col et plaqué son front contre un autre, en digne petite racaille de cité. Ce qui a, n'en doutons pas, excité la brave populace plutôt que de la calmer. Quel exemple : puisque le maire cogne du flic, autant y aller franco, les gars ! Ce fut d'ailleurs tellement animé que les policiers ont été forcés d'utiliser du gaz lacrymogène et de procéder à des interpellations.

Bilan : « *Selon une information du parquet de Créteil communiquée au Parisien, cinq individus ont été interpellés pour outrages sur personnes dépositaires de l'autorité publique, rébellion et violences sur personnes dépositaires de l'autorité publique. Et le secrétaire régional d'Alliance 93 de préciser qu'“au moins deux collègues ont déposé une plainte contre l'édile pour violences sur personnes dépositaires de l'autorité publique”.* »

(<https://www.lefigaro.fr/faits-divers/seine-saint-denis-altercation-entre-le-maire-du-bourget-et-la-police-qui-porte-plainte-20210405>)

De son côté, le maire du Bourget a saisi l'IGPN (Inspection générale de la police nationale) ; étant entendu que, depuis Clausewitz, chacun sait que la meilleur défense c'est l'attaque. Le même maire a déclaré qu'il avait (je cite) « *voulu constater une interpellation, mais les forces de*

l'ordre m'ont dit que je n'avais rien à faire ici, alors que c'est justement mon rôle de venir constater ce qui se passe ». Sinon, dans le cadre d'une opération antiterroriste – ce qui ne serait pas impossible dans le 9.3 ! –, ce maire la ramènerait aussi ?!

Quoi qu'il en soit, cet épisode montre que si aucun commandement véritable ne vient rétablir un semblant d'ordre et d'unité dans ce pays, il est voué à sa perte. Et quand je parle d'unité, j'entends qu'il faudra faire préalablement le ménage pour extirper toutes les métastases du corps France !

Souvenons-nous que « *les empires ne se conservent que comme ils s'acquièrent, c'est-à-dire par la rigueur, par la vigilance et par le travail* » (Louis XIV, *Mémoires pour l'instruction du Dauphin*).

Charles Demassieux